

## Le Partenariat pour la paix

Le *Partenariat pour la paix* (PpP)<sup>10</sup> vise avant tout à intensifier la coopération politico-militaire entre l'Alliance, les PECO et les États de l'ex-URSS. En fait, il ne s'agit pas seulement d'un organe de consultation comme le CCNA, mais d'un véritable instrument de coopération mettant en relation des forces militaires tangibles. L'instauration du PpP répond à trois objectifs. Premièrement, une contribution à la stabilité du continent européen en réduisant la menace qui pèse sur la paix. Deuxièmement, une participation active au PpP engendrerait vraisemblablement une plus grande transparence des budgets de la défense, favoriserait le contrôle démocratique de la défense et faciliterait la planification militaire commune afin que "les forces des autres États participants puissent opérer avec celles de l'OTAN dans des domaines tels que le maintien de la paix [...]".<sup>11</sup> Finalement, la participation au PpP pourrait jouer un rôle important dans le processus d'élargissement de l'Alliance. En fait, cette implication au sein du PpP constitue un premier pas pouvant mener à une éventuelle sélection puisqu'elle permet de développer des liens et de connaître les futurs candidats.

Aux relations de plus en plus étroites entre l'Alliance et les PECO, correspondra bientôt une volonté de plus en plus ferme de ces derniers d'entrer de plein pied dans l'Alliance. Désirant plus que leur simple participation au CCNA et au PpP, les PECO veulent la sécurité provenant d'une adhésion complète à l'OTAN. Pour plusieurs de ces pays ayant souffert du joug communiste, une adhésion à l'OTAN serait une occasion de renforcer leur démocratie et d'intensifier les réformes économiques en plus d'être une garantie de sécurité.

Du côté de l'OTAN, la perception de l'élargissement s'inscrit au sein d'un processus plus large visant à stabiliser l'Europe. Le rôle central doit être assuré par l'OTAN sur laquelle s'appuierait une éventuelle structure de sécurité collective. L'élargissement, dans ce contexte, est une chance unique de renouveler l'Alliance. Cependant, un tel projet ne fait pas consensus. La Russie entrevoyait avec méfiance ce projet et le perçoit comme une nouvelle tentative d'expansion occidentale.

---

<sup>10</sup> Sont membres du PpP: Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Kazakstan, Kirgizstan, Turkménistan, Ouzbékistan, États-Unis, Canada, Finlande, Suède, Danemark, Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Royaume-Uni, Autriche, Islande, Norvège, Grèce, Ukraine, Estonie, Lettonie, Lituanie, Russie, Pologne, Turquie, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Slovénie, Albanie, Bulgarie, Moldavie et la Suisse.

<sup>11</sup> Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, *op. cit.*, p.54.